

Le projet R-Urban de l'atelier d'architecture autogérée Première réalisation à Colombes (92). Premières évaluations

Anne Querrien

Les principes du projet R-Urban ont été rappelés par aaa au moment du démarrage du projet à Colombes.

Il s'agit de développer un nouveau modèle de développement urbain en périphérie de grande agglomération qui tisse les liens entre rural et urbain de manière très différente de la cité-jardin de Howard, communauté fermée et limitée, ou de la cité-région de Patrick Geddes, limitée par la recherche de réciprocity fonctionnelles. Il s'agit de construire un lieu d'intensité écologique qui irradie sur l'environnement, et ait la force de mettre toute une communauté en mouvement au delà des participants directs à l'opération, sur le modèle de ce qu'a été l'affirmation du droit à la ville par Henri Lefebvre.

Pour asseoir cette forte ambition sur une démonstration concrète, R-Urban s'installe sur des terrains prêtés au moins pour trois ans par la municipalité de Colombes où vont être installés des équipements écologiques gérés par l'équipe de R-Urban avec des habitants des quartiers existants alentour, quartiers de logement social et quartiers de pavillons individuels. R-Urban n'est pas un écoquartier, mais une tentative de dynamisation urbaine à partir de terrains définis.

La commune de Colombes où se déroule cette première tentative se caractérise par un taux de chômage nettement plus élevé que la moyenne nationale en même temps qu'une forte vie associative, mais qui paradoxalement touche plutôt les actifs et les personnes âgées. On peut faire l'hypothèse qu'il y a une disponibilité pour des innovations sociales que ne peuvent pas mettre en œuvre les institutions liées à la reproduction de l'économie industrielle.

Aaa a proposé de développer l'expérience en trois pôles :

- **Agrocité** : ferme urbaine marché et café : vingt parcelles sont déjà cultivées par trente jardiniers avec des principes de partage et d'échange, une sélection des graines, des conférences sur l'agriculture urbaine, une recherche collective des plantes cultivées dans la région maintenant et autrefois. Un espace couvert permet de mener les activités culturelles et sociales par tous les temps. Une résidence pour des étudiants, ou des correspondants étrangers, construite dans la partie couverte, soutient la volonté d'échange international. La partie couverte est en cours de construction, les parcelles sont déjà cultivées.
- **Recyclab** : une galerie d'ateliers de recyclage de matériaux de construction et de matériaux divers, pour une production locale des matériaux nécessaires au

fonctionnement du projet, mais aussi aux désirs que les habitants pourront investir dans l'opération.

- **Ecohab** : un habitat coopératif, mixant de l'habitat social, des résidences étudiantes et de chercheurs et le logement de certains porteurs du projet. La recherche porte ici à la fois sur le modèle économique et social de l'habitat coopératif, et sur les techniques de construction, qui grâce au recyclage permettront d'arriver à des prix intéressants.

Il ne s'agit donc pas seulement de réduire l'empreinte écologique quitte à augmenter les coûts comme dans les écoquartiers. Le R de R-Urban se charge de multiples significations : réutiliser, recycler, réparer, redessiner, repenser, organiser une résilience par rapport au changement climatique, à l'augmentation du prix de matières premières, et le faire dans une prise en considération des apports à la civilisation urbaine de la civilisation rurale.

R-Urban ne veut pas construire de modèle mais installer des processus, rendre visible des cycles, qui vont permettre de négocier l'adaptation et le changement dans le tissu existant, sans expulsions, avec l'ensemble des habitants qui vont se sentir concernés.. Il s'agit de rendre visibles les réseaux de solidarité latents et de les mettre en relation avec les cycles écologiques à préserver et sur lesquels s'appuyer. Il s'agit aussi de développer des pratiques collectives notamment pour la prise de décision, le partage de l'espace, de mettre en valeur des principes de cohabitation. Dans la coopérative d'habitat notamment la gestion de la nourriture, de l'énergie et des déchets sera collective, et des services seront mis en place pour le voisinage, pour les deux autres pôles et au delà.

R-Urban affirme un droit à la résilience, à la production de durabilité, qui doit devenir aussi fort que le droit à la ville des années 1970. Le développement de la culture de résilience passe par une requalification des apprentissages, par l'utilisation des réseaux sociaux. R-Urban se propose de cartographier la capacité locale d'inventer et de transformer, et de répertorier les contraintes administratives qui la bride, pour s'appuyer sur l'expérience dans la proposition d'un changement politique. Municipalités et administrations sont partenaires d'un tel projet dans leurs compétences propres, et sont appelées à changer leurs modes d'intervention autant que les habitants.

Le projet entend démanteler nos attaches avec le marché et assembler les pratiques hors marché, qui sont déjà nombreuses : interstices fonciers, associations, pratiques émergentes. Il ne s'agit pas de dessiner, de modeler ce qu'il y a à faire mais de créer un terreau pour de multiples initiatives, apte à accueillir des faits nouveaux. Progressivement le projet passera du temps du loisir, de la marginalité institutionnelle, à l'économie, à l'activité. Cette transformation sera conduite grâce à des espaces collectifs de renégociation permanente, d'apprentissage et de reconstruction des valeurs. Deux valeurs sont déjà affirmées : tendre à l'égalisation des conditions sociales, produire un habitat plus démocratique.

Cette recherche s'inscrit dans une recherche mondiale sur la production de nouveaux

communs. Pour R-Urban ce sont les solidarités sociales qui font les communs, les formes de gouvernance, les règles d'usage des infrastructures matérielles et virtuelles. Les mots clés de la ville résiliente : empathie, partage, coopération. Il s'agit de les mettre en œuvre à différentes échelles territoriales, en partant des interstices que peuvent investir les gens ordinaires.

Cinq évaluations :

R-Urban a invité cinq chercheurs étrangers à visiter le site de Colombes et à réfléchir à la mise en place de son projet. Le choix s'est porté sur des personnes ayant déjà mis en œuvre des projets d'écologie urbaine dans leurs pays, qui ont donc jugé la faisabilité du projet de Colombes et les précautions à prendre par rapport à leur propre expérience, et par rapport aux références qu'ils utilisent quotidiennement. Leurs apports, dont on trouvera les résumés ci-dessous, sont plus techniques que l'énoncé du projet par aaa. Chacun sur la ligne qu'il s'est choisi juge le projet tout à fait faisable, moyennant des précautions, une analyse plus approfondie, des choix dans les options possibles.

Ils ne sont pas penchés sur les dimensions sociales et politiques du projet, mais ont plutôt cherché à donner des informations et des conseils sur l'une ou l'autre des dimensions du projet. La dimension culturelle fortement soulignée dans le projet d'aaa est quasiment absente de quatre des évaluations, pour lesquelles elle semble un acquis, qu'il ne resterait qu'à mettre en œuvre dans des réalisations concrètes, et qui relèverait donc davantage du modèle à appliquer que d'une construction fragile à élaborer au jour le jour dans une situation encore marquée par la civilisation industrielle.

Les auteurs des cinq évaluations sont :

- Fionn Stevenson, professeur à l'Université de Sheffield, qui s'appuie sur les travaux de la Fondation Bioregional, qui a pour démonstrateur l'écoquartier de Bedzed à Londres. L'évaluation porte principalement sur les dimensions écologiques courantes : eau, énergie.
- Kathrin Gibson, professeur à l'Université de Sydney, qui s'appuie sur son expertise dans le développement économique local en Asie.
- Rotor, groupe belge spécialisé dans la collecte et la réutilisation des matériaux recyclés, et qui donc s'interroge sur le fonctionnement du Recyclab.
- Mathias Heyden, architecte militant berlinois, qui essaie de situer le projet d'Ecohab dans la longue série des habitats collectifs créés à Berlin depuis près de 50 ans.
- Kathrin Böhm, du groupe d'artistes anglais Public Works, qui promeut des espaces collectifs de rencontres autour de la vente, de l'échange, du don de produits locaux.

Fionn Stevenson :

Elle insiste beaucoup sur le fait qu'un projet de transformation écologique ne peut se développer que sur un terrain, bien délimité, pour qu'on puisse étudier la nature à l'intérieur de frontières claires. On reconnaît là un des principes de base de l'éco-quartier, ou à plus large échelle des projets de développement économique confectionnés pour des autorités régionales. Elle donne d'ailleurs comme référence, comme exemple d'application de la grille d'analyse de la Fondation bioregional un travail qu'elle a fait dans le cadre de SEDA, Scottish ecological design association, et intitulé *Green directory of Scotland*, inventaire des ressources pour un développement économique de l'Ecosse. Ce qu'elle propose à aaa c'est de faire un tel inventaire à partir duquel on pourrait juger des mesures écologiques à prendre pour le territoire ; dans cet inventaire il faut notamment relever les énergies sur lesquelles le site peut se brancher, car ce n'est pas la peine de produire de l'énergie si on peut disposer de celles des réseaux locaux qui est vraisemblablement moins cher. Quoiqu'à Colombes le réseau délivre de l'électricité nucléaire, donc il vaut mieux produire de l'énergie alternative. Pour le travail avec les matériaux de construction de même, elle met en garde sur le risque que les matériaux recyclés aient plus d'énergie incorporée que les matériaux neufs, et éventuellement reviennent plus cher. Elle insiste aussi sur la nécessité de recueillir le savoir des habitants sur la gestion, des déchets, sur le recyclage, sur l'utilisation de l'énergie et ses sources. Elle donne quelques références en Angleterre, en matière de construction.

Kathrin Gibson

A la vue des trois sites de R-Urban à Colombes elle estime le projet marqué par un certain fonctionnalisme. Elle voudrait y ajouter la prise en considération des non-humains, des animaux, pour donner à ce projet un statut d'avant-garde dans la conservation de la biodiversité : les habitants seraient interrogés sur les plantes et les animaux qu'ils rencontraient autrefois sur le territoire. Il faudrait faire une cartographie locale de cette biodiversité. Elle insiste beaucoup sur la mise en valeur des souvenirs et des travaux actuels des habitants. Il faut former parmi eux des personnes qui vont prendre le relais d'aaa. Elle conseille la lecture de son travail www.communitypartnering.info, pour que aaa comprenne comment on peut étendre un projet à toute une communauté y compris de non-humains.

Elle estime utile de constituer en forum permanent les référents théoriques et pratiques d'aaa pour accompagner le projet.

Rotor :

Le propos est très pratique : comment trouver les matériaux dont aaa a besoin pour la réalisation de ses projets, à savoir la construction des trois pôles, et puis l'implantation dans Recyclab d'une entreprise de collecte et revente de matériaux recyclés. Les sources de matériaux sont : les entreprises en faillite, le démantèlement d'entreprises, les matériaux liés aux transformations des locaux municipaux, les invendus encombrants. C'est un véritable travail professionnel, assez difficile à faire à large échelle. On peut penser que cela peut marcher à petite échelle en se limitant comme clients à la municipalité, pour le mobilier urbain et les espaces verts, et aux voisins pour des aménagements de terrasses et jardins. Rotor est d'accord pour aider à l'identification des

matériaux.

Par contre si on veut passer à une plus large échelle aaa aura comme toutes les entreprises de ce genre des problèmes de stockage, de vitesse d'écoulement, de recherche de clients. Il faut donc limiter le propos et lier le travail de collecte à la remise en état, et au recyclage, ne pas saucissonner les deux comme dans une entreprise ; il faut le faire plus artisanalement.

Mathias Heyden :

L'expérience lui semble intéressante car elle se passe en banlieue loin de la valorisation économique et de la classe créative de la ville centre. Mais du coup il ne la voit pas comme viable, mais plutôt comme quelque chose de secondaire : avoir une résidence secondaire écologique et pleine de vertus pendant qu'on habite principalement ailleurs. Il essaie tout de même de voir comment Ecohab peut fonctionner mais pense difficile la négociation entre « besoin universel » de logement et situations individuelles très inégalitaires. Comment entrer dans le projet ? Dès le début, ou après ? Quelles peuvent être les relations entre aaa et les autres participants ? Il faudrait pouvoir vivre Ecohab comme un jeu, à fréquentation facultative, et non comme un devoir quotidien.

Il est tout de même d'accord pour organiser des visites guidées des réalisations allemandes pour les participants d'Ecohab, tout en notant que les vagues successives d'habitats collectifs à Berlin sont liées à des circonstances politiques bien précisées : 68, 89, et que les Baugruppen d'aujourd'hui sont des initiatives entièrement privées. Il note en passant que les réalisations anciennes qui ont réussi à survivre sont celles qui ont accepté de négocier avec les pouvoirs publics et d'obéir aux tarifs du logement social.

Si Ecohab veut être une expérience avec une certaine portée, il faut l'insérer dans la planification urbaine et dans le discours public local.

Le site des expériences allemandes : www.experimentcity.net/en ; 200 habitats collectifs ont été créés dans le cadre de l'année contre la pauvreté et l'exclusion sociale en 2010. UfaFabrik est un ensemble déjà ancien avec une boulangerie bio, un café Olé, du self-help, du cirque, une ferme des enfants et des projets écologiques.

Les projets actuels n'ont presque plus d'espace commun, et ont plutôt pour fonction de faire passer de la location à la propriété privée, tout en ayant des règles contre le dérapage spéculatif de la propriété.

Kathrin Böhm :

Cette évaluation est la plus novatrice : elle propose d'inclure dans le projet R-Urban un espace de commerce, organisé autour de la négociation et de la production d'accords sur la valeur des choses. C'est un espace à la fois économique, social et culturel, qui peut d'ailleurs se décliner en plusieurs espaces dans les trois piliers du projet. Cependant il a une interface avec le public, dans une boutique, dans laquelle se négocient les produits et les besoins locaux et translocaux.

La boutique est un espace socioculturel, producteur d'espace public, de représentation du quartier au monde et inversement, il est inclusif car quiconque peut y entrer, ce qui n'est pas toujours le cas d'un espace de discussion et de décision.

C'est ainsi que l'espace *Park products* à Kensington est un espace de commerce,

d'exposition, de production culturelle, d'échange non monétaire. R-Urban pourrait s'en inspirer.

R-Urban veut créer des communs par la coproduction avec différents degrés d'implication, différents lieux où les participants se passeront de diverses manières de la connaissance, des biens, des services : l'individu transmet son expérience ou des références, le collectif aussi dans le jardinage et à la cuisine, il peut y avoir des conférences, il y a un marché informel, un marché organisé, de la dissémination translocale. Toutes ces transactions seront rendues visibles dans les espaces de commerces, dans la boutique, et l'économie locale apparaîtra pour ce qu'elle est : un échange des biens et de connaissances. Les échanges peuvent prendre différentes formes : monétaires ou non.

A côté de l'agrolab, du recyclab, de l'écohab, il faut un tradelab pour rendre visibles les différents types d'économie en actes dans les espaces différenciés.

Une manière de faire de l'économie à R-Urban serait de faire un budget prévisionnel pour quand dans trois ans il n'y aura plus autant de subventions.

Il faut réfléchir à ce qu'on a comme bien commun en plus de la terre et des infrastructures : est-ce qu'on peut créer une ou des productions locales avec copyright et commercialisation translocale ; une identité économique du territoire.

Il faut qu'il y ait un jour de marché identifié à l'Agrocité, un catalogue des produits vendus, échangés, donnés, prêtés.

Il faut avoir des instruments qui permettent plus de production, plus de transformation, plus de valeur.

Des pistes complémentaires

Autant la proposition d'un espace commercial, de marché, avec des transactions de type varié, est séduisante et peut donner une forme à ce qui se trame sur le site de R-Urban, autant la volonté d'intensifier la forme commerciale semble plaquer sur l'aventure les traits constitutifs d'expériences bien différentes. L'urgence de produire plus est-elle bien celle de R-Urban ? Le début d'implantation des trois pôles a-t-il produit une communauté bien identifiée qui pourrait imprimer sa marque sur des produits à vocation de vente extérieure au quartier ?

Aucune des évaluations ne doute que R-Urban-Colombes a bien pris, va se développer . Chacune projette son propre modèle d'intervention, et propose de chercher dans ses propres ressources documentaires les informations susceptibles de préciser le projet de R-Urban, par déduction, par prélèvement de ce qui peut convenir.

R-Urban est prêt à grandir et à profiter de toutes ces ressources. **Il va falloir une bibliothèque, un accès internet, de la traduction car toutes les informations sont en anglais, un début d'espace ou de boutique de savoir, au delà de la transmission informelle des jardiniers.**